

BEN BARKA : SON RÔLE DANS L'ÉVOLUTION DU MAROC

ZAKYA DAUD *

«Mélange de Lénine et d'Edgar Faure » selon la formule de Jean Lacouture, Mehdi Ben Barka aura marqué la vie politique marocaine et la scène internationale d'un Tiers monde à l'ère de la décolonisation. Profondément maghrébin, il a pris conscience très tôt des obstacles à surmonter pour sortir son pays du sous-développement, qu'il s'agisse de la nécessité d'une réforme agraire pour permettre à l'industrie d'avoir un marché intérieur, du rôle moteur de l'éducation ou de la nécessaire émancipation des femmes, ou enfin de la sortie d'une société féodale et son entrée dans une modernité où l'État serait garant du contrôle de la distribution des richesses.

Ouvert sur le monde, vite contraint à l'exil après avoir connu la prison, il sut faire preuve d'un pragmatisme remarquable et restera, au-delà de son assassinat en 1965, pour bon nombre de ses compatriotes une référence politique incontournable du Maroc de l'indépendance.

En enlevant et assassinant Ben Barka fin octobre 1965, il y a plus de quarante ans – anniversaire célébré à Paris par la pose d'une plaque et l'attribution d'un carrefour au nom du leader marocain et tiers-mondiste disparu – les auteurs de ce forfait ont voulu perpétrer un double meurtre : tuer physiquement un homme et occulter sa mémoire et son œuvre. Heureusement, si l'on peut dire, comme l'avait bien prévu l'un de ses biographes, Daniel Guérin, « ce mort a eu la vie longue, ce mort a eu le dernier mot ». Non seulement la mémoire de Ben Barka n'est en rien occultée, mais encore elle resurgit, plus vivante, à chaque anniversaire et à chaque occasion. En traitant, ici, de son rôle dans l'évolution du Maroc, c'est encore une pierre que l'on pose sur cet édifice, d'autant que la mémoire de Ben Barka appartient au Maroc et aux Marocains et que ceux-ci ne l'ont pas oublié, même s'ils n'étaient pas nés au moment de sa vie et de sa mort.

* JOURNALISTE

En effet ses idées et sa personnalité ont marqué son époque et son pays : il fut l'un des nationalistes les plus en vue du parti de l'Istiqlal, dont le nom signifie Indépendance, le plus jeune des signataires du manifeste de l'Indépendance justement, en 1944, un professeur de mathématiques aux dons intellectuels unanimement reconnus, un des négociateurs d'Aix-les-Bains, le président de la première Assemblée nationale marocaine, bien que consultative, un des créateurs de l'Union Nationale des Forces populaires (UNFP), un leader tiers-mondiste qui a planifié, fédéré et organisé l'aide aux mouvements de libération du Tiers Monde, le secrétaire général de la Conférence Tricontinentale de La Havane, en janvier 1966, à laquelle la mort l'a empêché d'assister, et un de ceux qui ont pris le temps de penser comment changer les structures du Maroc. Il est donc normal que, pour nombre de Marocains, Ben Barka soit un personnage moderne, actuel, un précurseur, même s'il a échoué, il y a quarante-cinq ans, à construire l'État moderne, la société développée et le parti révolutionnaire auxquels il aspirait. Peut-être justement parce qu'il a échoué.

Un homme ancré dans son pays et son époque

Car l'homme a été constamment réprimé pour des idées qu'il est le premier à avancer qui vont durablement agir sur la jeunesse de son pays : avant d'être enlevé le 29 octobre 1965, devant la brasserie Lipp à Paris, il a échappé à trois attentats et à un enlèvement, il a été deux fois condamné à mort par contumace, et en novembre 1962, au Maroc, il a fait l'objet d'une tentative d'assassinat déguisée en accident de la route. Il a dû aussi quitter Paris où il ne se sentait pas en sécurité en 1961. Il a été enfin condamné à l'exil en 1960, soit à peine cinq ans après l'indépendance de son pays, puis, définitivement, en 1963. C'est en exil qu'il vivait, c'est en exil qu'il a été enlevé et qu'il est mort.

Au-delà de ces faits marquants de son existence, une existence courte, car Ben Barka est mort, il faut le signaler, à quarante-cinq ans, c'est un être humain, produit d'une époque, le Protectorat français et la société traditionnelle marocaine qui lui résiste, produit donc du colonialisme et de l'anticolonialisme. Il est profondément imprégné par son milieu, populaire et urbain, de la médina de Rabat où il roulait sur une bicyclette rouge. Il a forcé, avec pugnacité, les portes de l'école qui se sont finalement ouvertes pour lui, tout en militant depuis l'âge de quatorze ans, passionné pour la libération de son pays, il a acquis une grande culture, tant arabo-musulmane qu'internationale et ouverte sur le monde, au point que ses amis, des intellectuels français de renom, ont déclaré

au procès de ses assassins qu'il aurait pu être un des mathématiciens les plus brillants de sa génération. Mais c'est la politique qui aura d'emblée sa préférence. Cette politique, il ne la conçoit qu'au service de la libération du Maroc et du Maghreb.

Une conception maghrébine de l'avenir

Dès l'enfance, Ben Barka est un jeune homme très déterminé et sûr de lui, conscient de sa valeur, qui s'est toujours attaché à forcer le destin et croire la chose possible. C'est un Marocain, mais aussi un Maghrébin convaincu : ne pouvant poursuivre ses études de mathématiques à Rabat, il va vivre à Alger pendant deux ans et, profondément imprégné par cette expérience, il ne dissociera jamais l'avenir du Maroc de celui de l'ensemble du Maghreb, et spécialement de l'Algérie, qui était chère à son cœur. Il rejoindra en cela ceux qui, dans l'armée de libération marocaine et au Comité du Maghreb du Caire, envisageaient la lutte commune des trois pays pour leur libération. Son soutien à la lutte algérienne (ses entretiens notamment avec de Gaulle en 1958 à ce propos) et, dès après l'indépendance, les espoirs qu'il mettra dans une construction socialiste algérienne vont dans le même sens. Pour lui, Alger et Rabat, c'est le même combat, les deux pays ne pouvant qu'avoir des répercussions l'un sur l'autre. Il dira en 1956 au général Cogny qu'il fallait dépasser le problème des frontières pour construire un condominium économique et il se prenait à rêver d'une voie ferrée de Tindouf à Agadir. Il a véritablement pensé le Maghreb au plan géostratégique et économique, comme une instance autonome. « Nous avons, déclare-t-il en 1959, une conscience commune de notre solidarité et de notre destin. » La construction maghrébine, il la voit donc sur ses fondements économiques, avec les ressources énergétiques que recèle le Sahara, dans des plans d'ensemble et des institutions communes. Avant l'indépendance de l'Algérie à laquelle il s'emploie, Ben Barka prône une position commune maghrébine face à la France qu'il s'efforce de faire prévaloir à la conférence maghrébine de Tanger en 1958. Il dira en mars 1961 que « la république algérienne sera la clé d'un Maghreb libre, démocratique et prospère dont les bases furent jetées par nos trois mouvements de libération nationaux en 1958 à Tanger. Le Sahara, source future de notre prospérité, fait partie intégrante du Maghreb ». Cette conception du Maghreb lui vaudra en automne 1963 une condamnation à mort par contumace lorsqu'il estimera que la guerre des sables est une crise passagère qui sert l'impérialisme, une machination, non une crise frontalière, ce qui sera vu à Rabat comme un appel à

l'insoumission et à la rébellion. Entre 1963 et 1965, Ben Barka vivra souvent à Alger où il a créé une école de cadres, des bureaux de liaison et une permanence afro-asiatique.

La fidélité au parti

Ben Barka est aussi fidèle à son parti, l'Istiqlal, et légitimiste vis-à-vis des institutions de son pays, selon la ligne arrêtée par ce parti. Sa fidélité à l'Istiqlal transcendait toute éventuelle divergence sur un avenir qui n'était, à l'époque, pas autrement précisé. Malgré les critiques dont il entourera en 1957 et 1958 l'action des caciques de l'Istiqlal, il ne le quittera, semble-t-il, que contraint et forcé et la mort dans l'âme : « c'est la base qui s'est soulevée, qui m'a entraîné, comme projeté, je voulais, contre l'évidence, faire confiance au parti », dira-t-il en juillet 1959, car « l'union est seule en mesure de contrecarrer les convoitises coloniales et de réaliser les objectifs nationaux ».

C'est réellement et pendant des années, sa famille. Dès son retour d'Alger, il se met à son service et montre ses grandes qualités de tribun et d'organisateur que l'Istiqlal va exploiter. Il est alors arrêté et montre des qualités qui seront les siennes dans l'exercice de la politique : la débrouillardise, le sens du compromis et naturellement celui de l'organisation. Pendant deux ans, de prison en camp d'internement, il donne libre cours à sa frénésie de lecture. A sa sortie d'internement, il redevient professeur de mathématiques et assure la liaison entre le palais et le parti, se plaçant au premier rang des dirigeants de celui-ci. Parmi eux, il est un des rares à penser à l'avenir, à imaginer le futur du Maroc libéré.

Mais la lutte pour l'indépendance se durcit des promesses coloniales non suivies d'effet. Ben Barka est alors déclaré par le général Juin, chef du protectorat français au Maroc, l'ennemi public n° 1. Il est arrêté et déporté dans six endroits successifs du Sud qu'il transforme immédiatement en universités populaires. Ses geôliers transportent de lieux en lieux une montagne de livres. Ben Barka apprend le berbère et s'intéresse dans ces lieux reculés dont lui, fils d'un petit commerçant de Rabat, n'a qu'une connaissance imparfaite, au monde rural qui sera plus tard un de ses chevaux de bataille et le sujet d'un intérêt constant.

Mais pendant cette retraite féconde, la résistance urbaine s'est organisée hors du parti dont certains responsables l'ont même condamnée. Si bien que c'est un parti en morceaux dont les leaders sont encore en prison ou en exil et dont les militants de base se sont autonomisés que Ben Barka retrouve à sa sortie de

prison et qu'il s'efforce de reconstruire, non sans certains avatars qui laisseront des traces.

Compromis et compromis

Puis vient l'heure de la négociation. Sur le compromis d'Aix-les-Bains qui sera présenté par la monarchie et par l'Istiqlal comme une victoire, Mehdi Ben Barka s'expliquera dans son rapport au deuxième congrès de l'UNFP en 1962 qui est peut-être, en français, le document le plus riche qu'il ait laissé. Il montrera combien ce compromis était en faveur des colonisateurs. D'où, plus tard, quand il sera devenu « le commis voyageur de la révolution » et qu'il devra aider les mouvements de libération à travers le monde, l'obsession qui sera la sienne de savoir si les indépendances sont obtenues avec l'appui des colonisateurs ou contre eux. En tout cas, pour Ben Barka, « la faute d'Aix-les-Bains, c'est qu'elle a rendu impossible l'insertion du mouvement national marocain dans une perspective révolutionnaire ». En 1962, devant le deuxième congrès du parti, il fera son autocritique, dénonçant trois erreurs essentielles : « la première erreur consiste dans l'appréciation que nous portions sur les compromis que nous étions obligés de passer avec l'adversaire, la seconde consistait dans les luttes que nous menions en vase clos en dehors de la participation populaire, la troisième dans le manque de netteté dans les prises de position idéologiques lorsque nous ne disions pas avec précision qui nous étions ». Il évoque clairement le compromis d'Aix-les-Bains : « avons nous pris à notre compte cette amertume (que la révolution maghrébine venait d'être stoppée...), comme c'était notre rôle et expliqué la véritable portée du compromis, alors que la politique de l'adversaire devenait claire comme le jour... ».

Mais en 1955, il joue le jeu, les tâches sont partagées au sein de l'Istiqlal et il lui revient la responsabilité d'organiser l'accueil au retour de Mohamed V à Rabat, ce dont il s'acquitte.

Pourtant, dès ce retour, Ben Barka évoque dans un discours les pressions colonialistes, se fonde sur la participation du peuple et réclame que les négociations qui s'ouvrent soient menées par « des hommes compétents qui ont enduré les mêmes souffrances que le peuple ». Il parle du Maroc nouveau, « indépendant et libéré de la pauvreté et de l'asservissement... Il est fini le temps où le Maroc se composait de seigneurs et d'esclaves ».

Dans la période qui s'ouvre alors, deux conceptions du pouvoir antagonistes s'affrontent. Ben Barka, homme pressé, dont le rapport avec le temps sera toujours pathétique et qui sait qu'il

faut aller vite pour bénéficier de la force acquise et de la vitesse d'accumulation, devient très vite le chef de file de ceux des nationalistes qui veulent réformer le pouvoir et la société pour un développement au profit du plus grand nombre. Ben Barka n'était pas, comme l'écrira John Waterbury dans « *Le commandeur des croyants* », un homme de gauche intransigeant et doctrinaire, autoritaire et dogmatique « bien que ses méthodes fussent à l'occasion progressistes, son vocabulaire typiquement marxiste et ses conceptions politiques autoritaires ». Il faisait preuve au contraire « d'un pragmatisme remarquable pour atteindre ses objectifs ». C'était, dira Jean Lacouture « un mélange de Lénine et d'Edgar Faure », qui ne répugne pas aux compromis pourvu qu'ils soient annoncés comme tels.

Un retour à la démocratie ante coloniale

Le problème majeur du Maroc est celui de ses institutions. Ben Barka fut un de ceux qui ont pensé concrètement le partage des pouvoirs. Il développe une thèse qu'il expose dans la préface du livre de Mohamed Lahbabi, *Le Maroc à l'aube du 20^e siècle*. Elle est fondée sur l'interprétation de la *beïa*, de l'allégeance, forme par laquelle les corps constitués et les individus au Maroc renouvellent à chaque début de règne et symboliquement par la suite chaque année leur soutien à la monarchie. La conception de Ben Barka est que les souverains marocains, garants de l'indépendance de leur pays, soumis depuis le *xv^e* siècle aux assauts des puissances ibériques, en particulier, jouissaient d'une délégation de pouvoir populaire qui pouvait leur être ôtée s'ils trahissaient leur mission. Il en faisait donc une forme de monarchie constitutionnelle et conditionnelle d'autant que les élites religieuses (les oulémas) et urbaines (les notables) étaient conviés à donner leur agrément au souverain. Il existait même une structure qui s'appelait le *majlis al'ayane*, et il voit l'assemblée consultative qu'il dirige comme une résurgence de ce conseil. Bien que cette assemblée ne soit que consultative, il s'attache à en faire un lieu de débat où cohabitent et s'affrontent des courants d'opinion divers, un cadre privilégié d'apprentissage de la démocratie. Il s'efforce d'en faire « une institution qui permettra au peuple de gérer ses affaires dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle solidement établie ». Sur cette lancée, l'assemblée discute du budget, tente d'exercer un contrôle sur le fonctionnement des différents départements ministériels par le jeu des interpellations des ministres et des questions écrites. Ben Barka précise toutefois que la démocratie doit venir de la base, de la commune rurale, du douar, pour lutter contre les structures archaïques.

En tout, il s'attache à appliquer ses idées. En 1957, interpellé par la suppression du beylicat en Tunisie, il revient sur la déposition du sultan Abdelaziz en 1907 par les oulémas et la présente comme une preuve du principe démocratique qui prévalait dans le système politique du Maroc pré-colonial. Pour lui, l'instauration du protectorat a dévié le sens de la *beia* et donc figé et amplifié les pouvoirs de la monarchie. Il suffit donc dans le même mouvement anticolonialiste, de revenir à l'essence du pouvoir traditionnel en le modernisant, par le passage à une vraie monarchie constitutionnelle et parlementaire qui s'exprimait dans la revendication d'une constituante, « pour faire surgir la légitimité populaire » et qui nécessitait, selon Ben Barka et ses amis « un gouvernement homogène, capable de définir des buts précis et de faire preuve d'une volonté puissante ».

Il faut, à ce stade, souligner que ce problème reste intact aujourd'hui après les cinq constitutions successives qu'Hassan II a imposées et qui ont été rédigées par des juristes français. Ben Barka dénonçait en 1965 « une organisation constitutionnelle qui a imposé un système de gouvernement arbitraire au mépris des aspirations populaires et qui a faussé la représentation nationale ». En 1965, Ben Barka estimait qu'aucune « réforme réelle ne pouvait aboutir dans le cadre du pouvoir absolu ».

Aujourd'hui, alors que se pose l'autonomie à accorder aux provinces sahariennes, la réforme de la constitution est à l'ordre du jour au Maroc : Mohamed VI a promis ou laissé entendre « des réformes institutionnelles profondes », allant dans le sens de la régionalisation. Certains partis politiques y ajoutent un nouveau partage des pouvoirs, ceux du monarque étant exagérés, et réclament notamment que soient accrus ceux de ou des chambres parlementaires, selon les formations, et surtout ceux d'un Premier ministre qui devrait être issu des partis ayant remporté les élections. Il faut ajouter qu'une des formations islamistes, *al adh wa l'hissane*, du cheikh Yassine, revient à la revendication de la Constituante qu'entre temps l'USFP, successeur de l'UNFP, a abandonnée.

La route de l'unité

Précurseur et moderne, Ben Barka estime que prime « l'analyse concrète d'une réalité concrète » et que « les institutions ne valent que ce que valent les hommes ». Il est aussi l'homme de la discussion, de la recherche du compromis positif. Dans les toutes premières années de l'indépendance, il est encore dans cette optique.

C'est dans la même optique qu'il lance en 1957 « la route de l'unité », construction d'une voie terrestre de 60 km pour relier les

deux parties du Maroc libéré, l'espagnole et la française, de Taouinate à Ketama. Il sélectionne 11 000 jeunes sur les 50 000 candidats ayant répondu à ses appels, qui viennent de toutes les régions du Maroc et de toutes les communautés, le but, bien au-delà de la route, étant politique et symbolique pour matérialiser l'unité naissante du pays. Il s'inspire des expériences chinoise et yougoslave de mobilisation de la jeunesse et allie travail physique à formation civique, lecture et cinéma à entraînement militaire, en même temps qu'apprentissage de métiers manuels, menuiserie, électricité, etc. Ben Barka explique : « nous voulons que la route soit une école où se rencontre la jeunesse du Maroc afin que son esprit s'ouvre aux nouvelles idées ». Les jeunes sont ensuite organisés dans les Bâtitseurs de l'indépendance, association qui devait faire émerger de nouveaux cadres de l'Istiqlal, dans la perspective des élections communales et municipales, et lance de retour dans leurs régions des chantiers similaires. Pour Ben Barka, il l'a dit en 1959, la route de l'unité a été une expérience de mise du pays au travail. Mais elle devait surtout servir de stimulant pour d'autres entreprises semblables, locales et nationales.

L'intérêt pour la jeunesse et l'éducation

La formation de la jeunesse, son éducation, l'enseignement donc, sont une obsession pour Mehdi Ben Barka. Il est hanté par les problèmes de l'instruction publique et de la formation des cadres et il pèse de tout son poids pour que cette question occupe la première place dans le plan biennal 1957-1958. S'il avait jamais revendiqué un poste, c'était celui de ministre de l'Éducation. Ce qui lui donne une actualité étonnante, car, effectivement, le système éducatif marocain est au cœur des préoccupations constantes depuis l'indépendance. Il allait bien au-delà des quatre revendications des nationalistes de l'époque : marocanisation, arabisation, généralisation, nationalisation. Il s'est efforcé de penser le contenu de l'enseignement. Pour lui prime avant tout « la volonté d'apprendre et d'approfondir constamment son savoir ». « Vous devez être convaincus, dit-il aux cadres du parti, en 1957, que vous avez constamment besoin de compléter votre formation et d'enrichir votre culture par l'étude, la lecture, la recherche. » Il crée donc une école des cadres du parti de l'Istiqlal. Il voulait faire émerger un « citoyen militant... un type d'homme axé sur les réalités concrètes ». La connaissance devait éclairer une action au service du pays qui soulèverait littéralement toutes les couches sociales entre lesquelles il ne voyait « aucune contradiction », le tout devant naturellement aller dans le sens d'une « révolution

économique et culturelle ». Lors d'une conférence prononcée le 19 mai 1957 à Casablanca, devant les cadres du parti, il déclare : « la formation des cadres est la condition première et principale du succès de notre mouvement. Notre pays a besoin de milliers de cadres qui prennent le peuple par la main, ressentent les mêmes sentiments que lui et partagent la même vie difficile... ». Il dresse la liste des qualités qu'il faut à ces cadres : disponibilité intellectuelle, penchant naturel pour l'encadrement, fidélité et abnégation pour la patrie. Le cadre, selon Ben Barka doit s'ouvrir à la critique, être modeste, à l'écoute, calme, doté de sang-froid... ».

Au-delà de la formation des cadres, il y a l'enseignement : il s'efforce de lancer des « opérations école » dont Mohamed V tirera bénéfice. Devant les bénédictins de Tioumliline, il déclare en août 1957 « tout ce que nous entreprendrons restera précaire s'il n'est bâti sur la science, sur une éducation solide. Un pays qui n'a pas de chercheurs, qui n'a pas de savants, est voué à l'esclavage et ne mérite que l'esclavage ». Et il rappelle la commission de réforme de l'éducation créée à son initiative et ses principes : un enseignement de base national, la formation des cadres, l'arabisation, le bilinguisme, la création d'une université nationale, la lutte contre l'analphabétisme, programme qu'il détaille savamment devant une assemblée attentive, montrant à la matière une grande connaissance de ces problèmes.

D'emblée et il est là encore un précurseur, Ben Barka s'intéresse à la question de la femme. Il se prononce en faveur d'une représentation féminine à l'assemblée consultative. Il dit « je ne vois pas pourquoi le droit de vote pourrait être accordé à un homme analphabète et refusé à une femme qui joue pleinement son rôle de citoyenne ». Il a incité sa femme, à « baisser le voile », qu'elle était fière de quitter, étant en ce domaine une des premières femmes marocaines. Depuis, Ghita Ben Barka s'est toujours habillée à l'européenne. Son mari l'a emmenée en voyage avec lui. Il a alphabétisé sa mère et toutes les femmes de sa famille, avant de lancer des ateliers d'alphabétisation à travers les villes.

L'avenir du monde rural

En prison, Ben Barka a appris le berbère et s'est intéressé au monde rural, où vit la majeure partie de la population et qui est en retard par rapport aux villes : « le Maroc est essentiellement un pays rural. Nos efforts de développement se concentreront sur la campagne. La démocratie va orienter ce grand bond de dynamisme vers des réalisations collectives immédiates. L'institution de base sera la commune rurale, cellule fondamentale dans la perspective

de la révolution sociale, économique et culturelle attendue par le peuple ». La lutte d'indépendance doit se traduire par des progrès concrets dans les campagnes, encadrées par des communes rurales (la commune rurale est, pour Ben Barka, l'instrument du renouveau des campagnes marocaines). La réforme agraire doit réparer les injustices, une organisation rationnelle de la production agricole doit augmenter les richesses (« il faut faire évoluer l'agriculture en utilisant des moyens modernes pour améliorer la production »), la création de coopératives et la socialisation par l'éducation et la persuasion doivent compléter ces bouleversements. La réforme agraire est un des premiers thèmes de la construction du Maroc indépendant et va bientôt diviser l'arène politique. Pour Ben Barka « l'engagement d'appliquer une réforme agraire profonde est pour nous le seul moyen d'affaiblir définitivement la réaction féodale en éliminant ses moyens d'actions traditionnels et de réajuster nos relations avec les puissances néocolonialistes ».

Ceci est à noter car l'époque est à l'industrialisme mais pour Ben Barka, « c'est de l'effort que nous déployons dans le secteur rural que dépendra le succès de l'industrialisation de notre pays «... car une industrialisation sans un marché intérieur reste artificielle ».

Ben Barka a toujours été séduit par l'expérience chinoise : il ira d'ailleurs plusieurs fois en Chine et y verra Mao Tsé Toung. Il écrit dans un éditorial de l'organe du parti, *Al Istiqlal*, qu'il dirige : « La révolution agraire a demandé deux siècles en Europe occidentale, elle a coûté huit millions de morts en Union soviétique. Nous ne voulons pas attendre si longtemps ni agir aussi brutalement. Nous voulons que le paysan par lui-même, comprenant son propre intérêt et celui de la nation, fasse librement et dans les délais les plus courts, sa propre révolution. » D'où le lancement de l'opération labour : « l'objectif que nous voulons atteindre à travers le labour collectif est d'habituer les paysans à coopérer ensemble et oublier leur conception étroite et fanatique des frontières de leurs champs... cela aidera à la création d'une société de coopération et de solidarité... ».

C'est aussi dans cet esprit qu'il prône la construction de puits, de routes, d'installations pour améliorer la vie quotidienne dans les campagnes. Ce faisant, pour le problème rural comme pour celui de l'éducation et des autres réformes qu'il a tentées, on peut dire que Ben Barka est un précurseur de cette fameuse société civile qui, au Maroc, s'active dans les villes et les campagnes et remplace même l'État pour changer le sort des gens.

Une répartition équitable

Ben Barka ne délaisse pas pour autant les autres questions qui doivent fonder pour lui la construction nationale : réorganisation

du parti dans le sens d'un mouvement de masse, rôle majeur et décisif de l'État, planification pour combattre le sous-développement, indépendance des moyens d'émission, de la monnaie, des banques, de l'industrie à construire, du système fiscal à mettre en œuvre, de la redistribution des moyens de production, sans oublier les questions militaires et de sécurité qui furent toujours au centre de ses préoccupations.

Pour construire la société nouvelle qu'il projette, il veut lutter contre la pauvreté, promouvoir une répartition équitable qui n'est pas, dit-il, enlever ses biens à un propriétaire, ni prendre aux patrons leurs usines, mais instaurer un impôt sur les revenus pour développer les services sociaux en faveur du plus grand nombre. « La répartition juste ne signifie pas l'abolition de la propriété privée, mais signifie que l'État contrôle la distribution des richesses et les protège de la main-mise de la féodalité et des monopoles privés. » Toutes ces idées agiront sur l'évolution du Maroc, même si elles seront d'abord combattues et mettront des années à prévaloir pour certaines d'entre elles. Il veut une direction forte et sincère, un combat constant contre le sous-développement et l'organisation de la participation populaire.

Mais dès 1958, les intérêts divergent, la lutte entre les différentes conceptions politiques, de sourde, devient violente. Parler comme le fait Ben Barka de constituante, de réforme agraire, de récupération des bases étrangères, de partage des responsabilités, de bouleversement et modernisation des structures, d'indépendance nationale, y compris économique et culturelle, est combattu non seulement par le palais mais par les notables du parti de l'Istiqlal dont la fraction gauche est au pouvoir avec Abdallah Ibrahim et s'efforce de mettre en œuvre une partie de ce programme. Avant d'être renvoyé en mai 1960, le gouvernement Abdallah Ibrahim aura en effet récupéré et distribué 44 000 ha de terres, créé une banque nationale, un institut d'émission, contrôlé les devises, préparé un plan quinquennal axé sur la réforme agraire, l'industrialisation et la formation des cadres, exigé l'évacuation des bases et troupes étrangères et assis les relations entre le Maroc et le Monde arabe.

En 1959, toutefois, le parti vole en éclats. Ben Barka organise avec ses camarades une nouvelle formation, l'Union nationale des forces populaires, pour faire prévaloir ses idées socialisantes et ses vues sur l'avenir. Tenant d'un socialisme collectiviste, d'une économie planifiée, dirigiste et centralisée, d'une indépendance des États, Ben Barka est féroce combattu, tout comme l'USFP, avant même d'exister concrètement et alors qu'Abdallah Ibrahim s'efforce de tenir encore le gouvernement.

Ben Barka est contraint à un premier exil début 1960. C'est là qu'il commence à représenter son parti dans les instances tiers-mondistes, notamment à l'organisation afro-asiatique et au second Bandoeng, qu'il sert de rassembleur entre le Bath et Nasser et qu'il commence à diriger l'organisation afro-asiatique et son comité de fonds de soutien aux comités de libération : à défaut du Maroc, il prend le monde entier pour scène d'action, non sans un certain courage car des forces contradictoires se disputent les premiers rôles et le conflit sino-soviétique est très pesant. Il fait alors preuve de diplomatie et de conciliation et parviendra, en 1965 à la synthèse espérée pour favoriser la tenue de la Tricontinentale.

Options révolutionnaires

Sur la demande de ses amis de l'UNFP, il revient au Maroc en 1962 pour le deuxième congrès du parti qu'il décide de réorganiser en vue des batailles constitutionnelles et législatives qui s'annoncent. C'est là qu'il est victime de cette première tentative d'assassinat, qui l'oblige à se soigner en Allemagne et à porter longtemps une minerve. Il revient en janvier 1963 pour participer à une dure bataille des législatives qui le voit plébiscité dans le quartier de Yacoub el Mansour à Rabat. Mais quelques mois après, c'est l'épisode du complot dit de juillet. Ben Barka doit partir à nouveau. Il ne reviendra plus jamais dans son pays et se vouera à la lutte révolutionnaire internationale, d'abord dans l'OSPAA, mouvement de solidarité afro-asiatique, puis pour la préparation de la Tricontinentale. Sur l'organisation des luttes de libération, il a des idées très nettes qui tiennent à l'aide aux mouvements populaires de libération, et surtout, après les déviations déjà enregistrées dans les pays indépendants, au combat contre les alliés de l'impérialisme que sont « les éléments anti-nationaux et réactionnaires qui s'opposent à toute les tentatives de diriger la politique économique et commerciale vers une indépendance réelle ». Car « ces forces du mal », dit-il en 1960, perpétuent le sous-développement « qui rend sans objet l'indépendance politique ». Celle-ci « n'est pas une fin en soi ». L'ennemi clairement désigné est donc l'impérialisme et le néo-colonialisme dont il traque les actions à travers le monde, tantôt sûr de lui, « nous sommes assez forts pour tendre la main à nos adversaires », tantôt animé par un sentiment du danger qui ne s'est, dira-t-il « jamais imposé à moi de façon aussi impérieuse ».

Ben Barka laisse aussi des vues très pertinentes sur la révolution chinoise et indienne, sur le conflit du Proche-Orient, sur la Palestine et Israël, sur l'Afrique, mais, surtout, pour revenir

au Maroc, lorsqu'en 1965 il réécrit son allocution (non prononcée) devant le deuxième congrès de l'UNFP de 1962 et la publie sous le titre de Option révolutionnaire au Maroc, qui deviendra le nom d'un mouvement d'opposition d'extrême gauche, il précise les luttes qui restent à mener. Ce testament politique évoque le problème démocratique, constitutionnel « qui n'est, dit-il, qu'une partie du problème démocratique, c'est-à-dire de la participation de plus en plus large des masses populaires à la gestion publique et ne peut être disjoint d'une mobilisation et d'une organisation des masses ». Il évoque aussi la lutte anti-impérialiste et les perspectives révolutionnaires pour une vraie libération. Il avait tout vu. Il a tout dit. Le monde a changé depuis la mort de Ben Barka en 1965, plus de quarante ans se sont écoulés, mais les mêmes problèmes demeurent et sous une phraséologie différente, les mêmes impératifs requièrent les mêmes combats.

